

na

BI-MENSUEL
ROYALISTE

5^e ANNEE

DU 4 FEV
AU 17 FEV. 1976

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

NOUVELLE ACTION FRANCAISE

N° 219 3F.

la mort du stalinisme



repères

Quel sujet privilégier ? du Liban (notre entretien avec Pierre Andreu) à l'Europe, il y a tant de thèmes essentiels, dans ce numéro, que nous avons longuement hésité avant de mettre le Parti Communiste à la « une ». L'image pourra surprendre car, dimanche prochain, la fête des communistes montrera la jeunesse des militants du Parti et leur enthousiasme.

Il s'agira pourtant d'une cérémonie funèbre, où, en même temps que la « dictature du prolétariat » le stalinisme sera enterré. Ce qui ne signifie pas que le Parti devienne anodin (notre article en rubrique Nation française). Mais il connaît une métamorphose que Jean-François Revel a tort de méconnaître comme d'ailleurs toute la droite dont il est devenu le héros (notre critique de la Tentation totalitaire en rubrique Lire).

Cela ne signifie pas que le totalitarisme disparaisse en même temps que s'effacent les derniers staliniens français. Il a pris d'autres visages, tout en conservant sa nature profonde : comme le montre Gérard Leclerc (rubrique Idées), c'est une dégradation et une perversion de l'autorité qui prétend s'exercer sur le tout de la vie. C'est dire qu'aujourd'hui le totalitarisme se cache derrière les idéologies et les pratiques les plus émancipées. Par exemple derrière ce refus de la vie (notre Entretien avec le Professeur Chaunu) qui puise sa source dans un certain « libéralisme » comme dans la société industrielle.

D'où la nécessité d'un enracinement dans une terre (notre critique d'Homme d'Oc), dans une tradition qui n'est pas le culte d'un passé mort mais la transmission de ce qu'il a d'essentiel. D'où l'importance de la réflexion du Comte de Paris sur la tradition et le Progrès (l'article de Philippe Vimeux). D'où notre souci de la communauté nationale, confrontée au risque de la désintégration européenne (notre Editorial).

la presse au crible

DEBAUCHE

Heureusement que les hebdomadaires sont là pour nous tenir au courant des petits grenouillages de la classe politique : sans eux nous serions perdus dans le flot des communiqués, déclarations et rectifications de tous ordres et de tous horizons. Merci, donc, à VALEURS ACTUELLES de nous rappeler que Giscard veut toujours rallier la gauche non-communiste (pour se ménager, comme nous l'avons expliqué, une alternative de centre-gauche). L'ennui est que cela ne va pas très vite. Ça irait même en reculant puisque MM. Deferre et Mauroy (de la droite du P.S.) ont rompu avec leurs adjoints modérés. Ce qui oblige Giscard à se raccrocher aux branches les plus ténues. Ainsi, explique VALEURS ACTUELLES :

M. Leprince-Ringuet a démenti avoir été chargé d'une quelconque « négociation » ou « tractation ». Ce démenti, portant davantage sur la forme que sur le fond, n'a nullement convaincu, notamment pas les communistes, qui sentent bien qu'une « majorité d'idée » pourrait rassembler les socialistes et une grande partie de la majorité présidentielle sur ce projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel.

Cependant, jeudi, M. Pierre Brousse, sénateur maire de Béziers, quittait les radicaux de gauche. Comme le sénateur Henri Cailavet, premier transfuge de cette formation, il supportait mal l'alliance avec le P.C.

Dès vendredi matin, le parti radical de la place de Valois, dont M. Gabriel Peronnet est le secrétaire général, accueillait M. Brousse.

Une petite victoire pour M. Giscard d'Estaing dans son entreprise de débauchage de la frange non marxiste de l'union de la gauche. Débauchage est bien le mot.

ANGOISSE

Ces divertissements de café du commerce n'intéressent absolument pas M. Oliver Chevrillon. La gorge serrée et la plume contractée, il nous annonce, en comptant sur ses doigts les missiles, que l'U.R.S.S. est entrée dans sa « phase impériale ». Bouleversante nouveauté ! L'ennuyeux, selon l'ancien conseiller de François Mitterrand, est que les Soviétiques ne cessent de marquer des points. Par exemple en Angola. Ce qui tendrait à prouver que les mécanismes de la « détente » ne fonctionnent plus. D'où l'interrogation angoissée de M. Chevrillon :

Défaillance temporaire ? C'est possible. Mais elle risque également de se prolonger, de se répéter, et même de s'aggraver. Demain, le surcroît de puissance des Soviétiques pourrait peser sur le

ventre fragile de l'Europe. Alors, supplions nos stragèges d'abandonner la grande querelle théologique des atlantistes et des hypergaullistes ! Ceux-ci oublient qu'il n'y aurait pas de France vraiment indépendante dans une Europe soviétisée. Ceux-là ont tort de tout miser sur les réflexes de l'Oncle Sam. Entre le Pentagone et l'Hexagone, il y a sûrement un chemin tortueux et long vers la sécurité européenne. Il faut le découvrir, il faut le suivre. Aucun effort n'est plus urgent !

A propos de « ventre fragile », l'éditorialiste du POINT devrait étudier de plus près la situation alimentaire de l'U.R.S.S. qui, contrairement à ce qu'il suppose, la rend dépendante des Américains. Et son homélie sur la défense de l'Europe devient pénible à force d'avoir été ressassée. D'abord parce que M. Chevrillon oublie le fait que la France à sa propre force de dissuasion : elle peut donc ne pas se soucier du Pentagone tout en tenant à distance les Soviétiques. Ensuite parce que M. Chevrillon oublie que les Américains peuvent un jour lâcher l'Europe comme un vulgaire Vietnam, dans un grand éclat de rire. Donc que l'alliance américaine est une illusion.

Décidément, au POINT, on a la mémoire pleine de trous.

REVOLTE

Dans le NOUVEL OBSERVATEUR, Marie Cardinal présente le Syndicat des Ecrivains de Langue Française, qui tient sa première assemblée générale le 8 février. Après les « juges rouges » du Syndicat de la Magistrature, les « écrivains rouges » du S.E.L.F. ? On le dira peut-être du côté de la droite. Peu importe. Comme l'explique Marie Cardinal, la condition de l'écrivain rendait nécessaire une défense collective de leur profession. Autrefois, dit-elle, ces écrivains se recrutaient dans les rangs de l'aristocratie puis de la bourgeoisie, ils avaient des fortunes et des rentes ou des mécènes. Au XX^e siècle les mécènes des écrivains modernes ce sont les universités, les lycées, les ministères, la presse où ils travaillent pour gagner leur vie. Quant à leur argent de poche, ce sont toujours les éditeurs qui le leur donnent.

Depuis quelque temps la situation s'aggrave encore. Non seulement l'argent de poche de l'écrivain se fait rare parce que l'édition est prise à la gorge par le fisc mais, ce qui est plus grave, la création littéraire elle-même est compromise car l'éditeur, pour survivre, ne pourra plus publier que du « commercial ». L'éditeur qui se proclamait l'ami, le complice, le protecteur de la littérature a choisi le commerce. Pour lui, c'étaient les

écrivains ou l'argent. Il a choisi l'argent ou plutôt il a choisi de ne pas faire faillite, ce qui, s'il est de ceux qui se sont battus jadis pour la littérature à laquelle leurs noms étaient liés, est un drame. Les écrivains le savent mais ils en ont assez des drames de famille.

C'est pourquoi les écrivains demandent un nouveau statut, qui devra être débattu avec les éditeurs. Comment les lecteurs de l'Avenir de l'Intelligence ne seraient-ils pas solidaires de ce combat, qui devrait permettre au prolétariat intellectuel de reconquérir sa dignité.

NAF - UNIVERSITÉ

Sur le plan des luttes quotidiennes, il faut saluer la naissance de N.A.F. UNIVERSITE, dont l'objectif est de mener le combat royaliste en milieu étudiant. Il commence par une contestation radicale :

« Une sélection honteuse comme celle qui se fait à la fin de la première année où l'on renvoie sans se soucier de ce qu'ils deviendront, des étudiants qui constitueront un sous-prolétariat intellectuel. De plus on parle maintenant de supprimer les examens de septembre, ce qui vise les étudiants salariés, obligés de jouer sur deux sessions.

Cette sélection sauvage a pour deuxième mobile la volonté d'instaurer un climat de malaise à l'Université. En effet, bien qu'il se moque de l'avenir des citoyens, le pouvoir tient à ce qu'ils travaillent de plus en plus et cela il l'obtient grâce à la peur qu'ont les étudiants de rater leur diplôme. Ainsi les étudiants ne seront pas tentés d'exposer des revendications d'un ordre politique.

COMMENT SE DEFENDRE CONTRE UN TEL ETAT DE FAIT ?

Le syndicalisme ? Il est nécessaire pour défendre des intérêts quantitatifs. Il faut plus de polys, de TD moins chargés, des Restos U. moins chers... Mais le danger de récupération est important. L'U.N.E.F. fait maintenant partie de l'institution universitaire et ses militants sont devenus les honnêtes « gestionnaires » de l'université libérale. Quant aux syndicats modérés, ils sont faibles et ne constituent le plus souvent que des courroies de transmission pour des gens proches du Pouvoir.

Non !

Ce qui est important, aujourd'hui, c'est de rendre possible un débat entre les étudiants sur les finalités de l'Université. De questions en questions, les plus honnêtes et les plus courageux en viendront à contester radicalement la société qui produit une telle université, véritable machine à broyer les jeunes, les décourager et les déconsidérer aux yeux de la Nation.

Un système qui ne peut s'accommoder d'une jeunesse intellectuelle, libre et consciente de sa valeur, doit être détruit. mènent le combat en première ligne. Cela va sans dire.

Jacques BLANGY

les mutants du p.c.

Jacques Duclos, vieux bolchevik du Komintern modèle 1925 non revu 1939, caricature plus vraie que nature de l'homme au couteau entre les dents, est mort en avril 1975. Il restait à l'assassiner. C'est fait depuis quelques semaines et trois fois plutôt qu'une !

— **Tout d'abord**, le P.C., pour la première fois dans son histoire, a admis qu'il y avait une répression politique en U.R.S.S. et un système concentrationnaire dans l'ex-patrie du socialisme. Poussant le sacrilège un peu plus loin, René Andrieu, en effet, a dit à « Apos-trophes » que le socialisme n'exis-tait actuellement nulle part. D'où une réaction hargneuse de la Pravda. Comme nous sommes loin de la soviétolâtrie frénétique à propos de l'affaire Soljénitsyne voici à peine deux ans, voire des « répro-bations » timides après le second coup de Prague. Désormais, le P.C. français a une ligne politique vraiment indépendante de Moscou même s'il reste chez certains mili-tants et dirigeants des reliquats importants de ferveur religieuse pour le pays de la révolution d'oc-tobre.

— **Par ailleurs M. Marchais** sai-sissant l'occasion offerte par une polémique surgie dans les « Tri-bunes de discussions pour le XXII^e Congrès » a condamné l'expression « dictature du prolétariat ».

Son argumentation est la sui-vante : dictature fait penser au fas-cisme. Quant au prolétariat il ne saurait arriver au pouvoir sans l'aide des cadres et techniciens, petits patrons et autres membres des classes moyennes. Et voici un gri-gri fondamental de la liturgie léniniste envoyé aux poubelles de l'histoire.

— **Pour terminer, le secrétaire général du P.C.** a souhaité que s'ou-vre dans le parti une discussion publique et de fond sur la ligne proposée par le comité central. Il a été d'ailleurs particulièrement bien servi sur ce point. Pour la première fois les tribunes de dis-cussions d'un congrès ont dépassé le traditionnel ergotage sur les vir-gules. On a vu le bras droit d'Al-thusser, Etienne Balibar, s'élever contre les positions de Marchais à propos de la dictature du prolé-tariat. On a vu d'autres militants s'élever contre le procédé qui con-sistait à faire parler le secrétaire général avant que le congrès ne se soit prononcé.

Enfin, il y a eu conflit sérieux sur un point qui a quand même son importance, celui de la morale communiste : des conférences fédé-rales du parti ont rejeté un para-graphe du projet de résolution pré-senté par le Comité Central et qui condamnait la montée de la porno-graphie. Georges Marchais tenait beaucoup à ce paragraphe. Cela n'a pas empêché la conférence fédé-rale de la Moselle de le rejeter par 101 voix contre 79. L'interven-tion de Jean Colpin du bureau poli-tique en faveur du texte n'a pas fait le poids devant celle d'un lycéen du lycée Colbert. Et nul anathème n'a sanctionné les auda-ceux.

OPERATION MACHAVIEL ?

Beaucoup cependant ne peuvent y croire : vous ne voyez donc pas disent-ils, qu'il s'agit d'une ruse tactique, que Marchais, Brejnev et Balibar sont des compères de foire destinés à duper les gogos, socia-

listes de préférence, et que le ly-céen de Colbert a agi sur ordre secret du Bureau Politique ? Expli-cation commode et séduisante : on ramène tout à un gigantesque com-plot de l'appareil du P.C. auquel sont associés ses 500 000 adhé-rents !

Malheureusement cette analyse ne résiste pas au simple bon sens. Si quelques hommes ou quelques dizaines d'hommes peuvent à la rigueur pratiquer le cynisme du double langage, on ne peut impuné-ment l'étendre à toute une orga-nisation.

D'abord parce que les quelque trente mille adhérents qui quittent chaque année un parti passoire ne tarderaient pas à éventer la mè-che (1).

Ensuite parce que l'on ne s'en-gage pas impunément dans une campagne sur un thème donné sans y mettre un peu de son cœur et de son âme : les ordinateurs ma-chiavéliens sont exception mons-trueuse et non la règle.

Enfin parce que les revirements cyniques du P.C. en 1939 (pacte germano-soviétique) et 1947 (pas-sage à l'opposition et soutien incondi-tionnel à l'U.R.S.S. dans le cadre de la guerre froide) lui ont coûté trop cher pour qu'il recommence. Le P.C. isolé, rejeté par la nation s'est alors maintenu à flot unique-ment parce que l'entrée en guerre d'Hitler contre l'U.R.S.S. en 1941 lui a permis de se refaire une vir-ginité patriotique et parce que la politique antisociale des gouverne-ments de la IV^e République après 1947 l'a aidé à garder son électorat ouvrier.

COMBATTRE LE P.C. ... D'AUJOURD'HUI !

Dès lors, il convient de considé-rer le P.C. tel qu'il est en 1976 :

un parti national, « vivant dans la pâte française et non plus dans le moule soviétique » pour repren-dre l'heureuse expression de notre ami Bertrand Fessard de Foucault (« Le « Monde » du 3 février). Un parti qui sera même bien utile pour combattre la relance euro-giscar-dienne de l'Europe atlantiste.

Ensuite un parti qui n'a plus l'ini-tiative politique : sa mue en parti social-démocrate n'a pas encore convaincu l'opinion comme le prouve un sondage récent de la S.O.F.R.E.S.

Soupçonné de stalinisme et bril-lant second du P.S. au sein de la gauche, le P.C. garde, il est vrai, l'image du parti de la justice so-ciale... confortée par les imbéciles diatribes anti-communistes d'un Po-nia trop visiblement porte-parole d'une caste d'argent.

Enfin un parti très sectaire et bureaucratique : ainsi ses aparat-chiks incrustés dans les municipa-lités font régner sur les populations ainsi quadrillées un grisaille mé-diocre et kafkaïenne : c'est l'ur-banisme de Sarcelles, du Havre ou de la Courneuve. La meilleure fa-çon de combattre le Parti à ce ni-veau, serait de réaliser une réfor-me régionale dynamique qui court-circuiterait les notables municipaux de tous les partis : ce que ne veut surtout pas Giscard. Le Président-chanteur préfère combattre le P.C. tel qu'il n'est plus pour éviter de remettre en question les mécanis-mes d'un Etat centralisateur et par-tisan qui flatte et conforte les nota-bles politiques de tous bords gis-cardiens ou communistes.

Arnaud FABRE

(1) François Billoux à la Conférence fédé-rale des Bouches-du-Rhône reconnaissait que 12 % des adhérents de 1974 dans le département n'avaient pas repris leur carte en 1975.



où va le liban?

entretien avec pierre andreu

Le drame que traverse le Liban, pays ami et terre francophone, ne saurait laisser indifférent les Français. Nous avons demandé à Pierre ANDREU, qui y a longtemps séjourné et le connaît bien, ses impressions.

N.A.F. : Pouvez-vous nous exposer quelles sont les données principales de la crise libanaise ?

Pierre ANDREU : La crise libanaise est très ancienne. Avant d'éclater avec l'horreur que l'on sait, elle couvait depuis des années. La bonne entente des communautés, célébrée par la propagande officielle, correspondait assez peu à la réalité.

Les communautés, peu ou mal intégrées, s'ignoraient trop souvent entre elles. Et l'Etat libanais, si déficient dans tant de domaines, ne faisait rien pour les rapprocher.

Fondée à l'origine sur un substrat religieux, l'appartenance à une Communauté revêt de plus en plus aujourd'hui une signification socio-économique et je tiens particulièrement à dire que ce qui se passe au Liban n'est pas une bataille religieuse autour du Christ et de l'Islam, comme certains voudraient le faire croire. Mais appartenir à une Communauté, quelle qu'elle soit est appartenir à un ensemble qui vous protège. D'où des attachements fanatiques.

N.A.F. : L'équilibre théorique entre communautés « chrétienne » et « musulmane » ne se retrouve guère au niveau démographique...

P. A. : L'équilibre actuel que les chrétiens « sociologiques » veulent maintenir les favorise largement. Quand la France en 1920, crée le Grand Liban, il comportait deux grandes masses de population, très hétérogènes : maronites, d'abord mais aussi des catholiques melkites et syriens, des Arméniens, des Orthodoxes nombreux, du côté chrétien ; des sunnites, des chiites et des druzes, dissidence vraiment très particulière de l'Islam, du côté musulman. A noter que les mu-

sulmans sont périphériques géographiquement parlant par rapport aux zones chrétiennes.

La France durant son mandat, favorisa les chrétiens. En 1943, le Liban indépendant reprend les institutions héritées de la France et essaie de fonder un consensus national sur un pacte d'ailleurs non écrit. Le pacte admet une certaine supériorité des chrétiens dans les institutions : le Président de la République, aux pouvoirs très étendus est un maronite (alors que le Président du conseil est sunnite et le Président de la Chambre, chiite) ; d'autre part les chrétiens détiennent 55 des 99 sièges du Parlement.

Les accords récents tendent à établir la parité numérique au Parlement, parité plus que justifiée par l'évolution démographique : malgré l'absence de recensement depuis 1932 (pour des raisons que l'on comprend, les chrétiens ne souhaitaient pas de recensement) on pense que la population musulmane atteint ou dépasse 55 %.

N.A.F. : Pourquoi la crise a-t-elle pris un tour si dramatique ces dernières semaines ?

P. A. : L'atroce drame libanais qui avait déjà eu un prologue en 1958 lors de l'affrontement entre musulmans pro-nassériens et chrétiens a été aggravé par le problème palestinien.

Dès 1948 cent mille Palestiniens de Haute-Galilée se sont réfugiés au Liban. Ils ont beau être industriels et intelligents, ils n'ont pu pour la plupart se réinsérer dans un état qui compte près de trois millions d'habitants pour 10 000 km². En 1966, la plupart vivaient dans des camps uniquement grâce aux maigres rations de l'O.N.U.

Jusqu'en 1967, ils étaient étroitement soumis aux autorités libanai-

ses. Mais la guerre des Six Jours et la victoire éclair d'Israël ont provoqué par un paradoxe surprenant de l'Histoire une prise de conscience palestinienne aussi bien au Liban, qu'en Jordanie, en Syrie ou à Gaza.

Et dès lors l'antagonisme avec les Libanais n'a cessé de s'exacerber : déjà un grave clash en 1969 avait abouti à une cote mal taillée (accords du Caire) reconnaissant aux Palestiniens le droit de s'organiser militairement à l'intérieur de leurs camps.

Plus grave encore : en 1973 un commando israélien est venu assassiner trois chefs palestiniens à Beyrouth sans que l'armée et la police libanaise fassent quoi que ce soit pour l'intercepter.

Les Palestiniens se sont alors surarmés. Or ils étaient devenus entre temps quatre cent mille avec l'afflux des Palestiniens chassés de Jordanie par Hussein en 1970.

Il y avait un problème. Il aurait pu être résolu par des négociations que les Palestiniens n'ont d'ailleurs jamais refusées, le Liban étant, légitimement soucieux d'affirmer sa souveraineté et de ne pas être entraîné, non plus, dans un conflit avec Israël.

N.A.F. : Quel jeu joue dans tout cela la Syrie ?

P. A. : Il est à la fois clair et complexe.

— Clair : la Syrie soutient la résistance palestinienne. Depuis 1970 et la grande répression du roi Hussein à Amman, elle constitue la grande base arrière des Palestiniens et notamment de l'armée de l'O.L.P. Elle affirme qu'il n'y a pas de solution possible au Moyen-Orient sans la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens.

— Complexe : la Syrie ne souhaite nullement affronter seule et directement Israël. Or un antagonisme exacerbé entre Palestiniens et Chrétiens au Liban aboutirait à un éclatement de ce pays. Et si un réduit chrétien-libanais (ou plutôt maronite-libanais) est à la rigueur envisageable, il n'en va pas

de même pour un Liban musulman. Israël chercherait alors sûrement à annexer le sud-Liban où se trouvent les sources des affluents du Jourdain et cela entraînerait une guerre ouverte avec la Syrie isolée.

N.A.F. : Quel est le rôle des deux grands impérialismes dans ce conflit ?

P. A. : Les Américains sont, on le sait, solidaires d'Israël tout en ayant des intérêts pétroliers et une influence dans les pays arabes comme le prouve la façon dont ils ont pris pied récemment en Egypte. Le Liban a été longtemps un de leurs favoris dans la région — on se souvient du débarquement des Marines en 1958. Mais maintenant ils le négligent. Et l'on parle même d'un plan israélo-américain tendant à résoudre la question palestinienne sur le dos du Liban : les Israéliens resteraient sur le Golan qui ne serait jamais rétrocédé à la Syrie. En compensation celle-ci occuperait le Nord-Liban et Tripoli. Les Palestiniens, eux, seraient installés dans une partie du Liban. Mais rien ne confirme l'existence de ce plan.

L'U.R.S.S., elle, s'accroche désespérément au terrain conquis après 1967 et qui n'a cessé de s'effriter depuis, malgré ses efforts économiques et militaires. C'est patent en Egypte mais réel aussi en Syrie depuis l'éviction en 1970 de l'aile la plus à gauche du Baas.

N.A.F. : Et la France ?

La France aurait pu jouer un grand rôle dans la région. Elle semble y avoir renoncé depuis le départ du Général de Gaulle. C'est une grande tristesse pour les Libanais, amis de la France — et, ils sont nombreux dans les deux bords — de voir le gouvernement français, malgré la mission de Couve de Murville, se contenter de phrases anodines. De Gaulle aurait trouvé un autre langage que M. Giscard d'Estaing pour parler du drame libanais. Aujourd'hui, où l'on observe un certain apaisement, peut-être, est-il encore temps de parler aux chrétiens du Liban...



par
gérard
leclerc

sur le totalitarisme

Le dernier ouvrage de Jean-François Revel vient pour nous bien à propos. Il rejoint le thème d'un de nos grands débats de Versailles : *Etat, totalitarisme et société industrielle*. C'est une pièce à notre dossier, médiocre comme le montre dans ce numéro Hubert Charpentier. Heureusement, il n'y a pas que Revel à avoir traité le sujet ces dernières saisons. Il y a également Michel Foucault avec *Surveiller et punir* (1), André Glucksmann avec *La cuisinière et le mangeur d'hommes* (2). Dans un récent numéro d'*Esprit*, Paul Thibaud, le rédacteur en chef de cette revue, faisait une étude pertinente des aspects totalitaires de la société industrielle. Il participera à notre débat, de même que Philippe Nemo dont le livre *L'homme structural* présente de nouveaux instruments d'analyse particulièrement efficaces sur la nature des pratiques du pouvoir (3).

Sans anticiper sur le débat, dont nous tirerons les conclusions après « les journées », il n'est peut-être pas inutile de dégager un peu le terrain au moins pour délimiter notre sujet. Et d'abord le totalitarisme. Pour le définir, on peut commencer par dire ce qu'il n'est pas. Le totalitarisme n'est pas le despotisme, il n'a non plus rien à voir avec un « régime d'autorité ».

Le despotisme étymologiquement renvoie au gouvernement du maître, du *dominus*, c'est-à-dire du chef de famille. Je consulte un petit livre sur les racines de la langue grecque qui ne m'a jamais quitté depuis ma cinquième. Et je lis à l'article des-

potes, maître : « La version des hommes pour tout ce qui leur commande, se manifeste dans l'histoire de certains mots par la tendance qu'ils ont à attacher

une idée odieuse aux termes qui expriment l'autorité. Ainsi despotisme qui était d'abord un maître dans la suite à leur esprit qu'un despote. Tyrannos, synonyme de Basileus dans les anciens poètes, ne désigna plus tard qu'un tyran. Et chez les Romains, regia potestas, exprimait une puissance arbitraire et tyrannique ». On peut soupçonner de la part de l'excellent pédagogue auteur de cette notice quelque souci moralisateur à l'égard d'élèves prompts à assimiler l'autorité professorale à la tyrannie. Reste qu'il énonce probablement des faits indiscutables.

Toutefois, quelques difficultés demeurent. Si l'on se rapporte, en effet aux premières pages de la *Politique* d'Aristote, on peut méditer sur cette distinction : « Ainsi voit-on clairement que le pouvoir « despotique » et le gouvernement politique sont bien, malgré l'opinion de certains, choses fort différentes. L'un n'est que pour les esclaves ; l'autre est pour les personnes que la nature a honorées de la liberté. » Il nous est expliqué par ailleurs comment l'esclavage et l'état de liberté sont de « nature ». On peut donc se demander avec quelque perplexité ce qu'il faut exactement entendre par *nature*. Est-ce l'être profond des personnes qui est ainsi affecté, ou une simple qualité, disposition ou compétence qui ne change rien à l'in-

tégrité de la personne. On penche pour la première hypothèse, lorsqu'on comprend que le pouvoir despotique est décidément de très loin inférieur en dignité au pouvoir politique. Ne constitue-t-il pas un embarras dont beaucoup se déchargent « soit pour courir eux-mêmes la carrière politique, soit pour vaquer à la philosophie ».

En ce sens là, despotisme pourrait se rapprocher de totalitarisme. Dans une large mesure aussi, le totalitarisme se fonde sur l'idée que l'autorité s'exerce à l'encontre d'individus que la nature n'a pas honorés de la liberté. Aussi pour signifier l'abus d'autorité source d'injustices souvent graves mais qui ne conduit pas directement au système complet de l'injustice, on pourra préférer le terme aristotélicien de tyrannie ainsi explicité par le stagyrite : « *Le vice le plus diamétralement contraire à la royauté, le pire des gouvernements* ». Elle est le propre de l'homme exempt de toute responsabilité et censure, commandant pour son intérêt et non pour celui de ses sujets, à d'autres ses pareils et souvent meilleurs que lui ; empire qui par cela même est à leur égard involontaire, car des hommes libres ne peuvent supporter de plein gré un tel asservissement.

L'AUTORITE CONTRE LE TOTALITARISME

La tyrannie (le despotisme pour les hommes libres) n'est jamais que la dégradation et la perversion de l'autorité. Car celle-ci n'a strictement rien à voir avec le totalitarisme. Elle est d'une autre essence. Limitée dans son exercice, justifiée par les seuls services rendus à une communauté, elle est une puissance, une force, mais elle ne représente pas toute la puissance et toute la force. Elle compose avec d'autres éléments, d'autres autorités, d'autres pouvoirs. Pour illustrer ces principes, abandonnons Aristote pour Maurras : « *Le roi n'est pas un dogme et le principe spirituel qu'il représente, exprimant la nation, trouve ses limites naturelles dans les conditions de la sûreté immédiate de l'Etat. La grandeur royale est une grandeur de chair, comme disait Pascal, et c'est avant tout dans l'ordre de la chair, c'est-à-dire du temporel et du matériel, qu'il doit éviter les menaces et les contestations. L'opinion est une puissance avec laquelle il traite et compose quand il ne la dirige pas. Mais il est distinct d'elle, elle est distincte de lui. Il ne naît pas de l'opinion, il ne doit donc*

pas s'appliquer avant toute chose, et pour son intérêt vital à la « faire ». Il est assez libre avec elle pour être tolérant à son égard et lui laisser des libertés, principalement sur ces questions d'histoires, de morale ou de philosophie religieuse, sur lesquelles les Français de notre temps sont si profondément et si passionnément divisés. Un roi demande à ses soldats de bien servir le pays. Après cela, qu'ils pensent ce qu'il leur plaît, cela peut le regarder en quelques occasions très rares : presque toujours, cela ne regarde qu'eux ».

Que l'on reprenne ce texte à rebours, et l'on aura établi à l'encontre de l'autorité légitime, les traits généraux du totalitarisme. Le totalitarisme c'est l'autorité-tout, s'exerçant sans nuances sur tous les domaines de la vie communautaire et privée. C'est en particulier le blocage entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel.

Evidemment, il ne suffit pas d'énoncer les limites entre les pouvoirs pour résoudre entièrement la question de leurs rapports réciproques. La logique de l'existence implique sans cesse tensions dialectiques, confrontations, choix. Ainsi l'ordre des vérités métaphysiques n'est pas entièrement indifférent au pouvoir temporel. La justice et la liberté, même si elles font partie de ce que Julien Freund appelle les fins eschatologiques, guident effectivement le politique élaborant ses objectifs pratiques. On sait qu'hors du domaine restreint des lois purement pénales, l'ensemble de la législation se réfère à des normes morales et recèle de toute façon une pédagogie dont les effets sont considérables sur l'ensemble de la vie sociale.

C'est pourquoi il importe de prendre garde à l'équivoque fondamentale que constitue le libéralisme qui se définit comme indifférence aux valeurs, neutralité par rapport aux dogmes et aux absolus. Derrière lui se cachent des idéologies qui ne sont pas neutres et dont les effets se manifestent à tous les niveaux de la civilisation. L'impudence est souvent plus grande encore lorsque ce libéralisme met en avant des impératifs d'ordre scientifique (4). Alors gare, le totalitarisme n'est pas loin !

Gérard LECLERC

(1) Gallimard.
(2) Le Seuil.
(3) Philippe Nemo, « L'homme structural », coll. Figures, Grasset.
(4) Refuser une nouvelle morale scientifique, ce n'est pas nier l'éclairage des sciences sur les questions d'éthique. Simplement c'est à l'éthique d'intégrer les données scientifiques. Ce n'est pas à la science d'intégrer l'éthique.

démographie



N.A.F. : M. le professeur, vous avez écrit un livre intitulé « Le Refus de la vie » dans lequel vous faites entendre un cri d'alarme devant la vague de dénatalité qui touche la France. Est-il exact que, depuis la rédaction pourtant récente de cet ouvrage, la débâcle a atteint des proportions qui dépassent vos prévisions les plus sombres ? **Pierre CHAUNU :** Effectivement de toutes les hypothèses que nous avons pu formuler voici deux-trois ans c'est de beaucoup la plus sévère qui est en train de se réaliser. Pendant toute l'année 1975 on a cessé de corriger les prévisions vers le bas. Le dernier chiffre que j'ai (au 15 décembre) laissait prévoir 739 000 naissances en 1975 contre 799 000 en 1974. Or aucune année depuis 1946 n'avait été en deça de 800 000. **Nous sommes passés en trois ans de 875 000 à 739 000 !**

Cette chute, en elle-même extrêmement spectaculaire, est, en fait, atténuée et masquée par un certain nombre de phénomènes qui aurait dû jouer à la hausse : la pyramide des âges est en effet beaucoup plus favorable qu'il y a quatre ou cinq ans.

Donc, à fécondité égale, la natalité aurait dû augmenter d'une année sur l'autre. Parmi les procréateurs (20 à 35 ans surtout) nous avons principalement des représentants des classes nombreuses nés après 1945. Nous sommes actuellement au-dessous du coefficient net de reproduction : en 1975 nous n'avons remplacé la génération qu'à 89 %. La moyenne d'enfants par femme n'a été que de 1,90 alors qu'il en faut 2,15 pour assurer le remplacement dans les circonstances actuelles. **Il y a plus grave :** l'année 1975

est hétérogène ; le début de l'année s'était inscrit sur une trajectoire de 790 000 alors que la fin de l'année correspond à une moyenne inférieure à 700 000. En novembre-décembre nous avons chuté dans la proportion de 15 %, voire 20 % en extrême fin d'année.

Sur la projection actuelle, dans dix-sept mois nous aurons rattrapé la désastreuse position allemande.

N.A.F. : Et comment réagissent les Pouvoirs publics ?

P.C. : Ils se sont quand même interrogés sur cette situation et ont demandé début 1974 un rapport à l'Institut National d'Etudes Démographiques (I.N.E.D.) qui a été remis au gouvernement en février 1975 et a été étudié en Conseil des ministres le 27 mars.

Ce rapport, très curieux, et qui reflète des tensions au sein de l'I.N.E.D. s'est voulu objectif et non directif. Il s'est contenté de calculer ce qui se passerait dans quatre hypothèses (les calculs ayant été faits au cours de 1974) d'ici l'an 2100.

— **Une hypothèse de 2,6 enfants** par femme (record atteint en 1946-1947) n'est qu'une simple hypothèse d'école et implique bien sûr une nette croissance.

— **Une hypothèse de 2,2 est** très légèrement supérieure au taux de remplacement de la génération de femmes, c'est-à-dire 2,15 compte tenu qu'il naît moins de filles que de garçons (106 garçons pour 100 filles) et qu'un certain nombre d'entre elles mourront avant d'avoir atteint l'âge adulte : c'est la croissance zéro ou infime. C'était la situation française fin 1973.

— **Une hypothèse 1,8**, moyenne actuelle de l'Europe.

professeur p. chaunu : gare à la catastrophe !

— **Une hypothèse 1,4** correspondant à la situation allemande en 1973.

Dans l'hypothèse 1,4 (qui n'est malheureusement pas une hypothèse d'école) la France aurait en 2100 quinze millions d'habitants (et encore en supposant que le solde migratoire demeure positif comme en 1973 !) On aboutirait alors à des situations abracadabrantes : un retraité pour un actif par exemple... en attendant la désagrégation finale du corps social.

Le rapport d'ailleurs ne formule pas ce genre de conclusions : il se contente d'aligner les conséquences chiffrées des différentes hypothèses avec un petit côté « Kriegspiel ». Mais ce n'est pas un jeu. **Si dans dix-sept mois rien n'intervient nous serons sur 1,4.**

Mais le plus fort c'est que ce chiffre correspond à la position de l'Allemagne voici deux ans ; or depuis, la courbe a continué à baisser. En R.F.A. : au cours de 1975, **avec une natalité de 9,8 % et même de 8,6 %** si l'on ne tient pas compte des enfants d'immigrés, elle est tombée vers 1,25-1,30. Cette situation considérée tout récemment comme l'aberrant, l'impensable, l'absurde est devenue réalité. **Ce taux est pire que celui des Amérindiens envoie d'extinction au XVI^e siècle !!!**

Or si nous sommes à 1,4 dans dix-sept mois, nous serons à **1,2 dans vingt ou vingt-deux mois**. Une fois de plus, c'est l'Allemagne qui donne le ton, surtout dans le cadre de ce Marché Commun où l'on se réfugie sur le fait que les autres ne font rien pour ne rien faire !

Face à cette situation, qu'a fait le gouvernement ? Il a choisi : d'optimiser 2,2, taux déjà en deça du taux optimal de 2,3/2,4 correspondant à une croissance modérée. Qui plus est, il n'a pas cherché à actualiser son information et a raisonné sur les chiffres de l'année antérieure alors que la courbe baisse de mois en mois : il a supposé que la France se maintiendrait à 2,2 situation du pays milieu 73. Or, lorsqu'il a optimisé 2,2 on était déjà à 2. Il ne s'est donc

pas rendu compte que le respect du taux déjà insuffisant de 2,2 nécessitait un effort absolument colossal.

En outre, il n'a guère compris ce que voulait dire certaines phrases du rapport destinées, sous les apparences de la neutralité, à faire un effet d'électrochoc. On peut par exemple y lire qu'après tout la dénatalité n'a pas une importance trop grave car les frais entraînés par le poids accru des retraités sont compensés par une chute de moitié des frais concernant l'Education nationale. Et M. Duraffour semble avoir pris cela pour argent comptant sans s'apercevoir que le vieillissement prévu débouche sur une situation irréversible et que cela ne revient pas au même de construire des maternelles ou des asiles de vieillards !!

N.A.F. : Mais n'y a-t-il pas une réaction qui se dessine face à cet effondrement ?

P.C. : Il semble bien que la passivité soit l'attitude officielle et que seule une action vigoureuse et rapide au niveau des médias pourra sortir le gouvernement de sa torpeur.

Reconnaissons que l'opinion commence à revenir de l'idée qu'il y a trop d'enfants en France. Malheureusement le milieu même des démographes subit les distorsions du corps social et se trouve moins unanime dans la défense de la natalité. D'où la non directivité des rapports de l'I.N.E.D. Un certain nombre d'entre eux ont cependant réclamé des décisions d'urgence. Et Madame Veil a répondu en substance : trouvez moi des mesures efficaces mais qui ne coûtent rien.

Ainsi, on a décidé de dispenser du service militaire le garçon engrossant une fille qui accepte de ne pas recourir à la loi Veil. Avec ce procédé vous gagnez dans les dix-huit mois et vous perdez au bout de deux ans. C'est l'exemple de l'expédient démagogique, basement nataliste au pire sens du terme et totalement inefficace voire contreproductif.

On ne redressera pas la situation si l'on n'y met pas le prix !

Si vous voulez avoir 2,2 il faut dépenser 18 milliards. Si vous voulez avoir 2,4 il faut dépenser 40 milliards.

Il est évident que l'on ne met pas des enfants au monde pour de l'argent, mais l'argent et l'égalité c'est quelque chose qui marque la dignité. Et c'est le rôle du pouvoir politique de montrer qu'il attache du prix à l'enfant en répartissant les rôles plus équitablement et en créant le médiateur économique d'une motivation profondément psychologique.

N.A.F. : N'est-ce pas un peu ce que font en ce moment les Etats du bloc socialiste ?

P.C. : L'exemple prodigieux de ce qui s'est passé à l'Est est effectivement éclairant. Vers 1973-1974 les pays de l'Est ont compris qu'il y avait pour eux danger de mort. Ils ont pris alors d'un seul bloc des mesures extrêmement efficaces.

Cinq pays sont concernés par ces mesures : Roumanie, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie et U.R.S.S. C'est encore en U.R.S.S. que les résultats sont le moins nets : elle comprend en effet deux groupes de populations très hétérogènes : russes et non slaves. Or les Soviétiques ont pris des mesures massivement natalistes dans les républiques Slaves malthusiennes tandis qu'ils encourageaient les freinages dans les régions asiatiques où le taux de natalité atteignait hier encore près de 35 %. C'est beau l'Internationale !

Mais les deux pays qui ont réalisé une remontée spectaculaire sont la Hongrie et surtout la Tchécoslovaquie qui a réalisé un redressement de 40 % en un an.

L'avortement en Tchécoslovaquie a été limité par des consignes restrictives données aux commissions de médecins qui en décident. Et a été instauré un salaire maternel plus que substantiel : trois ans de salaire plein par enfant. Appliquez ça en France et je vous garantis que nous remonterons à toute allure à 2,6 !

Il faut en effet croire les femmes plus bêtes qu'elles ne sont pour imaginer qu'elles vont mettre au monde des enfants afin d'avoir la joie d'aller un mois plus tard les porter à six heures du matin dans une crèche où ils seront plus ou moins bien soignés.

Il n'y a qu'une politique familiale sérieuse : c'est celle qui permet à la femme qui le désire de profiter et de jouir de son enfant. Et c'est la politique la moins chère, bien moins coûteuse que les crèches.

C'est ce que n'ont pas compris les auteurs du plan Veil, plan qui contient de bonnes mesures mais privées de leur base

financière.

En tout cas, les pays de l'Est nous montrent que nous aussi nous pouvons remonter la pente, car si nous avons dix fois moins de pouvoirs politiques nous avons dix fois plus de capacités économiques.

Mais encore faut-il que nous fassions bouger les Allemands au sein du Marché Commun. Il faut que ceux-ci acceptent d'amoindrir la surpuissance de leur mark : c'est la seule manière pour eux de payer le prix de leur renaissance démographique.

Et dans le même temps leur effort éviterait qu'une politique de justice familiale en France ne se traduise par une pénalisation insupportable de notre monnaie, ce qui ne serait à tout prendre qu'un moindre mal.

Par ailleurs, il serait dommage pour la communauté humaine et même française que s'éteigne la postérité des Mozart, Beethoven et Bach.

N.A.F. : Pouvez-vous replacer le refus de la vie qui sévit en Occident dans le contexte global de la crise de civilisation, crise qui a apparemment des racines historiques et philosophiques profondes ?

P.C. : Il est certain que nous avons créé un phénomène de dépression démographique dramatique, aussi grave que celui qui s'est produit lors de la grande crise de 1929. Nous avons dix ans pour redresser la barre, sinon la situation deviendra irréversible.

Ce phénomène profond s'inscrit dans une crise de perception de la durée. Nous sommes en présence de l'arrivée à l'âge adulte de générations qui n'ont connu que la société de consommation. Et elles ont considéré que tous les produits de l'homme faisaient partie d'un environnement naturel et banal.

La machine à laver vers 1910 c'était ce qui libérait la femme de l'esclavage multiséculaire de la lessive. Pour les jeunes générations, c'est l'engin qui tombe en panne et oblige à payer des traites. Autrement dit, on perçoit les produits de la technologie humaine comme des objets aliénants.

En fait, la notion de progrès est une transposition laïcisée de l'eschatologie chrétienne. Elle suppose une perception de la durée et du passé comme éléments fondamentaux de ce qui nous porte vers l'avenir. Cette perception est actuellement rejetée : on considère le passé comme un poids mort dont il faut se libérer. Dès lors, la confiance dans le progrès est ruinée : on ne peut désirer le progrès que comme la projection d'une vie qui s'inscrit dans une trame historique profonde.

Au niveau des années 1965-

1970, le mot clé de progrès dans le discours informatif a été remplacé par celui de libération. Progrès implique la notion de continuité. Libération suppose une rupture et une évacuation passive. Ce en quoi elle est le contraire de la liberté, principe actif qui assume le passé !

La société moderne progressivement coupée depuis deux siècles de l'héritage judeo-chrétien vient enfin d'en tirer la conclusion logique : elle a rallié sans le savoir la position de Silène ; le plus grand bien c'est de ne pas être né et, à défaut, c'est de mourir le plus rapidement possible. Alors comme nos contemporains n'ont pas du tout envie de mourir au plan individuel, ils songent à mourir au plan collectif.

Ces gens me font penser à ces mauvais chrétiens du XVII^e siècle qui rédigeaient des testaments chargeant leurs descendants de faire pénitence à leur place. Nos contemporains, culpabilisés à l'égard du tiers-monde, au lieu de retrousser les manches et de tenter de réparer, se libèrent à bon compte par une attitude de non parents.

Aux fils du tiers-monde que l'on prétend aimer, la charge de se débrouiller dans un champ de ruines qu'on leur abandonne. Et c'est ainsi que la lâcheté et l'égoïsme se donnent une apparence de bonne conscience. Face à cette abdication, il faut redonner à nos concitoyens le sens de la vie et l'amour de l'enfant. Sur ce point un quasi-consensus peut s'établir entre croyants et non-croyants, chrétiens, juifs et hommes des lumières.

Mais cela suppose que chaque école, chaque famille spirituelle fasse pèlerinage à ses sources. Les églises chrétiennes, notamment, doivent rester fidèles à leur vocation d'églises résolument minoritaires mais tournées vers l'essentiel : à savoir être le sel de la terre. Le souci démagogique de remplir les églises à tout prix masque trop chez les évêques et les pasteurs cet essentiel. Ils ont d'abord à être fidèles, le reste leur sera donné par surcroît.

D'ailleurs, la présence minoritaire et le témoignage des martyrs de la foi en Union Soviétique a préparé une extraordinaire renaissance du christianisme (orthodoxie et baptistes) qui est en train de balayer le marxisme... et accompagne là-bas le retour de la vie.

Enfin, il faut donner aux hommes un grand projet : par exemple, et mieux que l'exploration du cosmos, le développement des potentialités du cerveau. Il faut passionner les hommes, les obliger à se dépasser.

Il est indispensable d'enseigner à nos contemporains à produire mieux avec plus de ressources et de talents. La conscience écologique et le refus du gaspillage peuvent être féconds à cet égard, à condition qu'ils s'enracinent dans un désir de prolonger la vie et de poursuivre le progrès. A quoi bon, en effet, préserver la planète de la pollution s'il n'y a plus demain d'êtres humains pour l'habiter ?

N.A.F. : Est-il exact que les prestations familiales sont les parentes pauvres du budget social de la nation ?
Hélas oui ! Et la reprogrammation de la vie implique dans l'immédiat que la scandaleuse spoliation des familles soit arrêtée : de 1946 à 1950 les transferts en faveur des enfants avaient atteint la proportion insuffisante mais considérable de 22 % du P.N.B. per capita. (L'optimum aurait été atteint avec 40-45 %). Or, on est tombé à 8 % en 1972, 6 % en 1974 et 5,90 % en 1975.

Le décrochage s'amorce à partir du gouvernement Pinay (1952) puis du gouvernement Bourges-Maunoury (1957) après la signature du traité de Rome. Il a été aggravé par la réduction en 1959 de la part théorique réservée aux allocations familiales (de 16,75 % à 14,25 %).

La rupture s'est encore aggravée après 1966 et surtout après 1974. Et ce ne sont pas les mesures ridicules prises récemment (0,8 milliard !) qui réussiront à arrêter la débâcle. Ce qui a été fait représente à peu près 2 % de ce qu'il aurait fallu faire.

Mais il importe que la majorité du corps social, et bien évidemment nos dirigeants, prennent conscience de ce simple fait : si aujourd'hui ceux qui assurent la reprogrammation de la vie sont minoritaires dans le corps électoral, demain les adultes, âgés de vingt à cinquante ans, qui auront à payer le prix de cette absence désastreuse de politique seront surtout les enfants d'aujourd'hui brimés, spoliés volés des familles normales de trois enfants et de plus de trois enfants.

A ces enfants nous allons apprendre le beau mot d'Albert Camus. « **Ma mère d'abord** ». Il est tout à fait normal que les enfants volés, bafoués, moqués des familles minoritaires aujourd'hui mais majoritaires demain, refusent de payer la retraite de ceux qui ont refusé aujourd'hui le jeu équitable de la solidarité.

Peut-être pourrait-on découvrir avant peu la valeur de la bonne vieille loi du talion.

PROPOS RECUEILLIS PAR
GERARD LECLERC
ET ARNAUD FABRE

homme d'oc

L'idée occitane ! Combien de bêtises ont été déversées sur elle : le jacobinisme traditionnel l'a niée au nom d'une nation identifiée à « l'Etat partout » ; puis tout un courant occitaniste a rejeté l'idée même de la nation, confondant la France et son Etat ; enfin quelques Provençaux la déforment par chauvinisme nostalgique du temps où ils pouvaient imposer leur langue et leurs méthodes jusqu'à Bordeaux et Limoges.

Heureusement que l'après-mai 68, en popularisant la pensée occitane, l'a en même temps renouée. Claude Marti, en donne aujourd'hui un témoignage au travers de son beau livre « Homme d'Oc » (1).

Le plus célèbre représentant de la « Jove Canson » nous raconte son peuple au travers de l'histoire de la grève de Decazeville, des

émeutes viticoles, du choc provoqué par l'émission sur les Cathares réalisée par « La Caméra explore le temps ». Il nous dit aussi son mépris de l'école qu'il oppose à la sagesse populaire de l'homme d'Oc.

Il explique le peu de succès de mai 68 par le copiage stéréotypé des événements de Paris dû à des militants trop dociles. Dès lors, l'engagement révolutionnaire est stérilisé.

Enfin naît le mouvement occitan d'aujourd'hui avec ses excès (« Mais quand on pousse un cri on ne regarde pas très bien combien le cri a de pieds, si la rime est bonne ») avec ses problèmes (faut-il ou non se faire enregistrer par les « grosses » marques de disques ? la solution est-elle fédéraliste, Européenne, Marxiste ou les deux à la

fois ?).

Il est à noter que Marti ne fait aucun cas des intellectuels Européistes ou Granscisto - Nationalo - Marensiano - Tiers Mondiste, sans doute parce que leurs idéaux sont inexistantes dans les masses et qu'ils réclament trop de discipline et de compromissions pour une action dont la vanité est par trop évidente.

Marti, comme pas mal d'autonomistes, est chez lui comme un poisson dans l'eau ; il est maintenant considéré comme un sage, une institution. D'ailleurs son livre n'est pas fait que pour être lu par les intellectuels ; il est écrit surtout pour les bourgs viticoles du Midi ; justifiant, répondant, conseillant, s'appuyant sur le bon sens et même le merveilleux, cet ouvrage est un témoignage authentique sur la pensée populaire occitane en 1975 (2).

Cependant, Marti le jongleur, Marti le militant, Marti l'homme d'oc, ne donne pas de solution aux problèmes d'aujourd'hui ; certes, avec la Révolution, reviendront les géants de son enfance... Mais cet espoir ne risque-t-il pas de se trans-

former en mythe toujours déçu ?

Certes le grand changement aura lieu lorsque les occitans pourront s'exprimer ; mais si personne n'est là pour les écouter ? En fait pour qu'ils arrivent à s'exprimer, ils ont besoin de l'aide du pouvoir. Ce que ne voit pas Marti.

C'est à ce niveau qu'un combat royaliste régionaliste prend un sens. **Ne nous époumonnons plus à tenter de noyauter quelques notables** plus ou moins corrompus. Nous devons plutôt expliquer aux **régionalistes révolutionnaires** pourquoi la disparition du « monstre froid » étatique suppose l'incarnation du pouvoir suprême dans une famille. Une famille peut comprendre la sensibilité des peuples et des civilisations composant la richesse et la diversité française là où MM. Giscard et Mitterrand n'ont qu'un cœur-machine-à-calculer-les-pourcentages-électoraux.

Roland EYMARD

(1) Claude Marti « Homme d'Oc ». Stock.
(2) Il est au moins aussi important que « Le cheval d'orgueil » de Pierre Jabez-Helias, « Montailhou village occitan », d'E. Leroy-Ladurie, « Histoire de la France rurale », de C. Duby.

la tentation totalitaire

J.F. Revel est à la pensée politique ce qu'un enfant de chœur est à un chœur d'église : quelque chose de naïf et de candide. Car son livre (1), qualifié de livre politique de l'année avant que personne ne l'ait lu, est un méchant ouvrage qui n'a d'égal que sa médiocrité. Expliquons-nous.

Le monde actuel évolue vers le socialisme. Le principal obstacle au socialisme n'est pas le capitalisme mais le communisme. La société future ne peut être que planétaire et elle ne se réalisera donc qu'au prix, sinon de la disparition des Etats-nations, tout au moins de leur subordination à un ordre politique mondial. Telles sont, nous dit-il, les trois idées directrices de son livre.

DE LA FIEVRE...

Non seulement il ne dit mot sur les moyens de parvenir au socia-

lisme planétaire mais encore il ajoute à la fin que nous risquons fort de ne pas y parvenir. On s'explique ainsi pourquoi pendant les 350 pages qui précèdent il fait l'apologie du capitalisme. Car entre celui-ci et le communisme, le premier est quand même franchement meilleur, si méprisable soit-il, répète-t-il de temps à autre. « Préférer le totalitarisme à l'argent, opter pour la pénurie dans la dictature de préférence à la liberté dans la corruption est un choix que l'on peut défendre. » Comme si l'alternative était aussi stupide.

Nous n'y parviendrons pas car l'obstacle principal est l'Etat-nation qui se veut indépendant parce que, dit Revel, il est jaloux de l'hégémonie des grands. Mais oh ! là, là... « Giscard n'est pas un malade et Sauvagnargues non plus. De Gaulle et Jobert étaient obsédés par ce problème de l'Amérique ». Et de

Gaulle qui « a sacrifié sans nécessité de sécurité absolument impérative son développement intérieur à la volonté de puissance », a empêché l'avènement du socialisme. Mais le plus criminel c'est Maurras : « Le monde entier, ou presque, se gouverne selon ses principes : ceux de la monarchie absolue ». André Fontaine (le Monde - 17 janvier 1976) trouve que : « Maurras triomphant à Moscou et à Pékin est un paradoxe tout de même un peu gros ». Mais je crois que rien n'est assez gros pour J.F. Revel qui n'a sûrement jamais lu de Démos à César ou Dictateur et Roi. Et si son socialisme planétaire ne se réalise pas, c'est surtout parce qu'il ressemble plus à un vœu pieux qui relève du scoutisme que d'un essai de politique internationale cohérente et digne de ce nom.

... AU DELIRE

Nous n'y parviendrons pas non plus parce que le totalitarisme progresse dans le monde. Et en effet nous avons peur d'être ouvertement anti-communistes et nous préférons un concubinage suicidaire comme les socialistes, lequel concubinage paraît inévitable car nous passons notre temps à calomnier le capitalisme et à martyriser les Etats-Unis. D'ailleurs le Chili c'est la faute d'Allende parce que la C.I.A. et I.T.T. ne sont pas aussi

dangereux que l'on dit. La guerre du Vietnam : « elle n'aurait pas eu lieu si les Français n'avaient pas commencé par y mettre les pieds » (sic. p. 345). L'impérialisme, c'est l'Europe qui lui a montré l'exemple. « Les multinationales sont à bien des égards un facteur de progrès comme l'ont été les Etats-nations contre les féodalités au XV^e siècle ».

Et puis les Etats-Unis nous ont fourni la plus belle preuve de démocratie avec l'impeachment de Nixon qui était « une nouvelle exécution de Louis XVI ».

Le choix que Revel nous propose est à la mesure de son néant politique. Le capitalisme n'a rien en effet à envier au communisme. Car tout autour de nous, le règne de l'argent, le prolétariat aux portes de nos villes, les jardins en béton, les harkis étouffés, la lessive qui ne s'échange pas, la gaine scandale, les foetus pétrifiés sont un seul et même Goulag qui donne à notre civilisation la couleur immonde de ses désirs de ses passions et de ses vices.

Mais il vaut mieux s'arrêter là : après tout, comme disait il n'y a pas si longtemps Françoise Giroud : « On ne tire pas sur une ambulance ».

Hubert CHARPENTIER

(1) Editions Robert LAFFONT.

le prince parle

En choisissant de parler de « Tradition et progrès » au cours d'un déjeuner au Cercle de l'opinion qui a suivi une interview télévisée, le Comte de Paris, loin de se livrer à une dissertation théorique a voulu « saisir l'opinion publique et envisager quel est aujourd'hui l'impact de la tradition et du progrès sur le plan humain, social, politique et de la civilisation ».



D'Auguste Comte, la pratique politique semble avoir retenu les mots dans leur contenu, de sa devise : Ordre et Progrès, l'opposition irréductible du statique et du dynamique. Ainsi le désordre établi obscurcit-il les notions les plus simples : on oppose l'ordre établi et le progrès indéfini, la tradition comme « enfermement dans un passé rétrograde » et le progrès comme « assurance d'ouverture sur les lendemains de lumière ».

Le comte de Paris refuse cette dialectique :

« Pour éviter de tomber dans le champ d'une antinomie simpliste, il convient de recourir à quelque esprit d'examen et de récuser avant toute chose ce réflexe de l'extrême-droite qui, au nom de la tradition, émet un veto contre les exigences de notre temps. Cette posture de l'esprit est aussi fausse que celle de l'extrême-gauche qui a fait du mot « Progrès » l'étendard d'un combat destructeur de la Société et le « mot de passe » d'une accession à l'anarchie d'un bonheur uniquement matérialiste et sans rapport avec la morale naturelle ».

A la devise sociale : Ordre et Progrès, le comte de Paris propose de substituer celle de : Tradition et Progrès, où la tradition est conçue comme la voûte de l'Ordre, « ordre sans lequel le progrès perdrait ses assises et sa finalité ».

UNE CERTAINE IDEE DE L'HOMME

Sur le plan humain, la Tradition est une idée de l'homme sur laquelle s'accorde un large ensemble de la nation, c'est un principe moral et — pour ainsi dire — spirituel. Mais parler ici de « spiritualité » c'est avant tout reconnaître que l'homme n'est pas seulement un producteur-consommateur et que le matérialisme n'épuise pas l'homme.

C'est par cet accord tacite que s'explique l'acquisition des progrès matériels et sociaux :

« L'opinion publique a sommairement retenu que le bien-être, les transformations heureuses sont dûs à l'issue victorieuse de la lutte conduite par les partis de gauche et par les ouvriers encadrés dans leurs syndicats. Alors qu'en réalité, il s'est agi d'une sorte de consensus national analogue à cette convergence des forces obscures dont se trouvent tissés certains apports de progrès anciens aujourd'hui dénommés traditions ».

Aujourd'hui, les valeurs humanistes sont en péril. Les philosophes de la « mort de l'Homme » ne font-ils pas écho à la disparition de toute finalité ?

« Il faut bien dresser ce constat de carence. Le progrès qui devrait tendre principalement au spirituel, n'a plus qu'un sens acquisitif : des biens matériels, des voyages et des vacances. La finalité tombe dans ce lourd matérialisme comme si le bien-être ne devait pas comprendre le fait d'être avec soi, dans la satisfaction morale et civique ».

La Tradition permet tous les progrès sur le plan humain : elle accorde sur soi certaines valeurs familiales, du groupe, des nations, et surtout elle enseigne la liberté.

Sur le plan social, les traditions, usages et mœurs sont autant de garanties contre « l'étreinte du législateur sur les individus et corps sociaux ». Ces traditions — « évidemment fondées sur une morale » — doivent non pas nier, mais s'intégrer au jeu social. La Tradition rappelle que la Société est antérieure à l'individu et garantit l'épanouissement des personnes.

C'est faute de l'avoir reconnu que l'individualisme libéral a été si destructeur. Et, l'antagonisme actuel Capital-Travail et l'apparente absence de normes dans les revendications sociales s'enracinent dans l'histoire même de notre pays. Le comte de Paris rappelle à ce sujet la lourde responsabilité de la classe dirigeante de la génération d'avant la guerre 14-18 et l'entre-deux

guerres : faute d'avoir « pris, en temps voulu, les décisions que la justice sociale commandait », elle a favorisé la cristallisation « des rapports et des situations de force », en sorte qu'il « est impossible, en ce moment, de « décriper » les tensions des volontés combatives ».

UN IDEAL POUR LA NATION...

Pour résoudre avec justice le « phénomène social vaste et pressant » qui sollicite notre temps — dont le Prince a déjà parlé dans sa lettre sur Saint Louis (Monde 25 août 1970) et dans la préface aux Mémoires de Louis-Philippe (Plon, 1973) —, il n'est rien de plus urgent que l'unité politique de tous les citoyens.

Mais les Français — citoyens d'un pays de mesure, d'équilibre et d'humanisme, mêlés à un conservatisme routinier — ont un goût désastreux de la division. Et contrairement à « d'autres pays démocratiques d'Occident », nous nous divisons à l'extrême, sans avoir le minimum d'accord qu'ont presque tous les autres sur « une mesure morale naturelle ».

A ceux qui rêvent — devant cette impossible union sur un principe moral — de répondre « à cette vague matérialiste » par la technocratie érigée en système de pensée et de gouvernement, le comte de Paris rappelle :

« ... que la technocratie (Cf. Entre Français), pour inévitable qu'elle soit dans le stade actuel de la science appliquée, est insuffisante pour gouverner. Que la morale et les traditions sont indispensables pour doter chaque citoyen d'une règle de vie. La liberté elle-même, source de tous les biens spirituels, moraux et matériels, doit être préservée des excès et des abus auxquels elle peut donner lieu ».

En dernière analyse, le gigantisme et la pesanteur de l'Administration risquent, sans une humanisation réelle, de ravalier les administrés à la condition d'entités sans âme, sans esprit, sans cœur ».

ET UN ANTIDOTE A LA TECHNOCRATIE

La technocratie universelle est un mirage qui ne peut résoudre l'énigme de la politique : capitalisme ou socialisme doivent reconnaître que la réussite politique est « jalouse préservation de l'homme libre », de tout l'homme. La Tradition sauve la politique en pouvant constituer notre idéal humain, social et national, à la mesure de nos moyens et de notre passé.

le prince parle

Refuser d'aborder ce problème clef de l'identité de notre peuple, de nos racines, c'est nous condamner à l'avènement du totalitarisme. Celui-ci, dénoncé par un Georges Pompidou ou un Soljenitsyne, est le fruit — qu'il vienne de droite ou de gauche — du rationalisme et du scientisme.

Et si nous ne réagissons pas, nous aboutirons « par osmose lente et doux glissement » dans ce totalitarisme qui est le contraire de « l'âme de notre vieille civilisation » :

« Jusqu'à présent, nous n'avons point perdu la liberté de penser et de parler selon la dictée de notre conscience. L'abus de cette liberté ne risque-t-elle pas de provoquer l'autorité et de déclencher un réflexe d'ordre et de discipline qui substituerait l'arbitraire à l'arbitrage ».

Entre les partisans de l'ordre à tout prix et ceux du progrès à tout prix, seule la Tradition peut unir et assurer une politique à visage humain. Car la Tradition française est un principe dynamique et critique : elle est un arbitrage ; elle permet les évolutions nécessaires de l'ordre social et politique ; elle tempère aussi les excès et finalise le progrès au service de l'homme, des forces sociales, de la cité et de la civilisation.

INCARNER LA TRADITION

L'exposé du Prince s'arrête ici « dans les strictes limites du sujet choisi ». Mais comment oublier que la non incarnation de la Tradition rend sans issue la conjoncture actuelle ?

Le bienfait du principe monarchique réside précisément dans l'arbitrage et la continuité au sein d'un pouvoir exécutif fort et respecté.

Arbitre parce qu'indépendant des forces sociales et des groupes de pression, le Roi incarne la conscience même du peuple. Car il est à la fois le témoin vivant de ses origines et conserve dans son principe même la possibilité d'un rajeunissement et d'une rénovation par succession automatique du fils à son père.

Pouvoir fort et respecté parce que retiré de la compétition des partis, le Roi s'appuie aussi sur le consensus de la nation dans la mesure où celle-ci trouve en lui le maximum de justice. A ce propos, n'oublions pas que le Prince comme il le déclarait encore en juillet à « Points de vue et images du monde » se veut davantage continuateur des capétiens protecteurs de leur peuple contre les abus des grands que des Bourbons isolés dans les fastes glacés de Versailles.

Pouvoir exécutif, le Roi ne sera pas tout l'Etat comme pouvoir d'un seul : mais il incarnera l'idéal de la nation, assumera et rendra possible les révolutions nécessaires de notre temps. Et il veillera à ce que ces révolutions se déroulent non dans l'anarchie ou le totalitarisme mais dans l'ordre vrai à la fois dynamisme et justice.

« Mon dévouement à mon pays, mon attachement aux valeurs morales et spirituelles de notre civilisation, enfin le fait que j'incarne et représente un passé qui est le nôtre »... tout désigne le comte de Paris comme le recours pour la nation quand elle voudra résoudre la présente crise de notre civilisation.

Ph. VIMEUX

N.B. Sauf indications contraires, les citations sont extraites du discours du Prince devant le Cercle de l'Opinion.

comique troupier

La société libérale avancée réserve bien des surprises. Par exemple au niveau du gouvernement. On nous avait dit qu'il était là pour « conduire le changement », selon la belle expression de M. Poniatowski. On sait maintenant que l'ampleur de la tâche n'exclut pas la bonne humeur, et même la franche rigolade.

On s'en doutait d'ailleurs un peu, avant même de prendre connaissance de l'information publiée en dernière page du *Monde* daté des 1^{er} et 2 février : en moins de deux années de libéralisme avancé, n'avait-on pas vu pirouetter un clown lorrain, parader le hussard (corrézien) de service (sans oublier la folle du régiment), sans oublier les vedettes américaines dans leurs irrésistibles numéros de la balance (judiciaire) truquée et de la chasse (manquée) aux ravisseurs tchadiens ?

Le clou étant bien sûr le Président en personne, pianiste de charme et illusionniste de talent.

Mais aux entractes, on peut toujours compter sur le comique troupier pour nous faire rigoler un bon coup. Cette semaine par exemple, le brave général Bigeard a déclaré (*Le Monde* sus-cité) qu'il fallait marier Arlette Laguiller « avec un second-maître ou un parachutiste, et après on n'en parlerait plus ».

L'intéressée et ses camarades de *Lutte Ouvrière* apprécieront à sa juste valeur cette charmante intention. Elle est bien dans la tradition de galanterie de l'armée française qui s'en trouvera mieux aimée, et reflète la parfaite dignité de notre Secrétaire d'Etat que les citoyens sauront reconnaître. Comment ne serions-nous pas sensibles à la conception très haute et très noble que se

fait le général de la Famille, de l'Amour et de la Femme tout court ?

Soucieuse de contribuer à la décripation des rapports politiques, et dans le respect des principes bigeardiens, la N.A.F. propose un plan d'action qui va infiniment plus loin puisqu'il envisage le remariage des sujets déjà engagés, grâce à la procédure de divorce libérale avancée. Il s'agit donc de :

— Remarier Mme Giscard avec M. Marchais. Comme ça « on n'en parlera plus » (du second).

— Envoyer devant le maire Jacques Chirac et Ulla. Comme ça « on n'en parlera plus » (des deux).

— Célébrer les épousailles de M. Poniatowski et de l'ex-femme du capitaine de gendarmerie de Saint-Rémy-sur-Deule. Comme ça « on n'en parlerait plus » (du premier).

— Favoriser l'hymen de M. Fourcade et d'une danseuse du *Crazy Horse Salon*. Ils se retireront à la campagne et Jean-Pierre se laissera pousser les cheveux en écrivant un traité sur « Economie et Erotisme ». Avec un chapitre sur « plaisir et austerité ».

— Faire convoler Alain Krivine et la duchesse de Bedford, unir Jean-Marie Le Pen et Maitre Gisèle Halimi, et le général Bigeard à la palestinienne Leïla Khaled. Comme ça on n'en parlerait plus.

Vous direz peut-être que ces plaisanteries sont particulièrement lourdes. C'est que l'esprit libéral avancé gagne partout du terrain. Heureusement d'ailleurs, car on regretterait Bigeard : des secrétaires d'Etat comme ça on n'en a jamais vu, et on n'en verra jamais plus.

X. V.

versailles, 7 et 8 février
au palais des congrès
les journées royalistes

en avant pour la naf en kiosque !

Les réponses à notre appel continuent à arriver et dans l'impossibilité de remercier personnellement chaque souscripteur c'est un grand merci collectif que nous leur adressons ici. Mais vous le savez, l'enjeu est de taille : si notre souscription atteint les 5 millions nous serons en mesure d'envisager de faire diffuser la N.A.F. par les messageries. Ce sera un immense progrès, car depuis notre fondation, notre faible réseau de diffusion a été un lourd handicap à la progression du journal et du mouvement. Ce handicap levé, nous pourrions enfin récolter tous les fruits de notre travail de propagande, de nos campagnes, de notre percée dans les médias. La N.A.F. dans les kiosques c'est un objectif réalisable : il ne nous manque plus que 31 676 F. Mais pour que cela soit possible il nous les faut rapidement, pour que le lancement puisse se faire dès la fin du mois pro-

chain. Alors adressez-nous vos dons, les plus généreux possible en versant au C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris et en précisant : « pour la souscription ».

Yvan AUMONT

2^e liste de souscription

J. Cornu 300 F - Cdt Buffet 200 F - D. Renault 5 F - Delaruelle 5 F - Y. Alexandrov 35 F - A. Gontier 20 F - P. Tachon 50 F - Abonnés 18^e 10 F - M. Henra 50 F - J. de Monneron 400 F - J.-F. Maurel 150 F - Anonyme Nantes 30 F - J.-P. Bellanger 20 F - P. Isambert 200 F - Anonyme Isère 200 F - H. de Monneron 150 F - L. Gédéon 20 F - Anonyme Bouches-du-Rhône 100 F - D. Vallier 30 F - Ph. Minoret 230 F - M. Désaubiaux 50 F - P. Huchant 15 F - H. Lerat 50 F - R. Huart 100 F - Anonyme Somme 20 F - R. Wallon 50 F - Mme Gelin 100 F - C. Maret 15 F - Section 15^e 300 F - M. Désaubiaux 20 F - L. de Ravel 200 F - H. de Vachon 50 F - J. Ebstein 250 F - M. Peres 35 F - M. d'Achon 100 F - Lubin 80 F - H. Houzet 100 F - Y. de Prunelé 200 F - Mme R. Denis 500 F - J. Remacle 50 F - J. Beaume 1.000 F - R. Le Braz 50 F - Une fidèle de la Loire-Atlantique 150 F - Une royale liste de toujours 50 F - Mlle Rutschmann 30 F - Paul Chazard 300 F - Ph. Giraud 35 F - E. Vatre de Mercy 50 F - D. de Lafforest 200 F - Ph. d'Aymeries 150 F - J.-C. Auberger 12 F - J.-F. Cheneval 50 F - Mme Millon 30 F - Y. Denis 20 F - P. Tachon 10 F - H. Sagnard 50 F - P. Derveaux 100 F.
Total de cette liste : 7.077 F.
Total précédent : 11.247 F.
Total général : 18.324 F.

DINER DEBAT DU 15^e

A l'initiative de la section du 15^e aura lieu le 5 mars prochain, un dîner-débat sur le thème :

« L'armée et la défense nationale » avec la participation du Général Gallois et de Bertrand Renouvin. Auteur de « Stratégie de l'âge nucléaire » (Calmann-Lévy) et de « La grande berne » (Plon) le Général Gallois est le grand théoricien de la force de dissuasion.

Le dîner aura lieu au Sofitel-Paris, 2, rue Grognet, Paris 15^e (métro Ballard). Les inscriptions sont à adresser à M. Pierre Arvis, 199, rue de Lourmel, 75015 Paris (tél. : 531-90-20 le soir). Date limite : 2 mars. Participation aux frais 55 F (étudiants 45 F).

RELIEZ VOTRE COLLECTION

Véritable instrument de travail, votre collection de la **Nouvelle Action Française** n'est utilisable que si elle est d'une consultation pratique. Nous mettons à votre disposition une reliure à tringles, recouverte de toile bleu-roi, frappée au dos du sigle de la N.A.F. en doré. Chaque reliure permet de contenir une cinquantaine de numéros de la N.A.F.

Format extérieur 26 x 33 cm (épaisseur 11 cm), fournie avec 52 tringles chacune.

La collection complète de la N.A.F. tient en cinq reliures (n^{os} 50 à 90 - n^{os} 91 à 137 - n^{os} 138 à 187 - n^{os} 188 à 238). Les numéros 1 à 49 de la N.A.F. tiennent sans problème dans la reliure malgré leur petit format.

Nota : La même reliure peut être utilisée pour relier la collection d'A.F. Université (n^{os} 137 à 175).

Prix de vente : 30 F (franco 35 F).

dans notre
prochain
numéro:

le
compte -
rendu
des
journées
de
versailles

AVIS A NOS LECTEURS

En raison de la préparation des Journées Royalistes nous avons décidé de ne pas faire paraître « La lettre de la N.A.F. » la semaine dernière. Nos lecteurs nous comprendront et voudront bien nous en excuser.

D'autre part depuis quelques semaines divers ennuis techniques ont provoqué des retards dans la parution du journal. A partir du prochain numéro la N.A.F. paraîtra désormais régulièrement tous les quinze jours le mardi soir et parviendra à nos abonnés le jeudi. Nous espérons que ces nouvelles dispositions satisferont nos abonnés, légitimement agacés par l'irrégularité du journal.

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

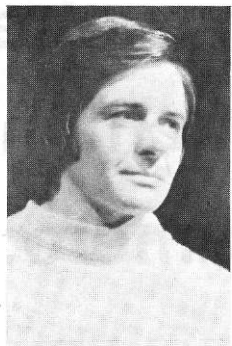
Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS

éditorial



par
bertrand
renouvin

pour une nouvelle résistance

Au moins une fois dans sa carrière, M. Giscard d'Estaing a eu une idée de génie : lorsqu'il plaqua sur son visage de bourgeois technocrate le masque du « changement ». Grâce à lui, il faisait semblant d'incarner le mouvement de la vie, qui n'est jamais le même malgré des permanences fondamentales et la présence du passé.

D'où le ridicule d'un traditionalisme qui, oubliant que tradition signifie transmission, se persuaderait de la fixité des situations. Ainsi en politique intérieure, où les grandes catégories traditionnelles ne cessent de subir des déformations, des transformations et des évolutions qui rendent les notions de droite et de gauche fluctuantes et floues.

J'avais essayé d'expliquer cela dans « *L. Désordre établi* » en montrant que la droite et la gauche convergeaient vers une même subversion, alors qu'il était possible de les rassembler dans un même souci. La thèse demeure vraie aujourd'hui, et justifie plus que jamais notre volonté de situer la N.A.F. au-delà des clivages classiques de la vie politique. Cela ne signifie pas que nous négligeons ces derniers. Mais nous ne les tenons pas pour imuables, de même que nous ne saurions considérer les partis politiques comme intangibles : ils changent, en même temps que la vie.

Pour mesurer ce changement, reportons-nous dix ans en arrière. Au temps du général de Gaulle, la politique extérieure opposait les partisans de l'indépendance (gaullistes de droite et de gauche et communistes) à ceux de l'Amérique (droite conservatrice et gauche réformiste). Aux présidentielles de 1965 — autre clivage — l'extrême droite mêla ses voix à celles des communistes par passion antigauilliste. Enfin, en 1968 et pendant tout « l'après-mai », le Parti Communiste se fit objectivement le défenseur de l'ordre établi contre les contestataires qui voulaient changer la vie.

Ces brefs rappels ne disqualifient pas nécessairement des tactiques politiques parfois surprenantes : il est tout à fait possible d'être fidèle à son projet — ou à ses haines — malgré les alliances et par-delà la succession des enjeux. Ainsi, aujourd'hui, la question de l'Europe dessine de nouveaux clivages. Ils approfondissent parfois le fossé entre des partis naturellement opposés. Mais la ligne du nouveau front passe aussi à l'intérieur des partis politiques. Essayons d'y voir clair dans le chassé-croisé des déclarations :

— Pour l'instant, parmi tous les partis, seul le Parti Communiste a pris nettement position contre l'intégration européenne. Il se révèle ainsi fidèle à son *non* au référendum de 1972, à son approbation de la politique gaullienne d'indépendance et à son combat contre la « Communauté européenne de défense ». Qu'on s'en félicite ou qu'on le regrette, cette constance dans l'anti-européisme lui vaut d'ores et déjà une position de choix dans la nouvelle lutte qui s'engage.

Encore faudrait-il, pour que le P.C. soit cohérent, qu'il abandonne son hostilité à la force de dissuasion. Ce test serait décisif.

— Face à lui, les européistes serrent les rangs, alignent les centristes et la grande majorité des Républicains Indépendants. Là aussi, les choix sont clairs et exprimés depuis longtemps. Et les combattants ne manquent pas d'atouts : l'argent et de grands morceaux du pouvoir.

— Les choses se compliquent chez les gaullistes. Parmi les dirigeants, seuls Michel Debré et Alexandre Sanguinetti ont choisi une position dure : excellente sur le fond, elle empêche, tactiquement, les communistes de monopoliser le combat pour l'indépendance (ce qui, toutes autres considérations mises à part, nuirait à son succès).

Quant au reste de l'U.D.R., il s'apprête à mener son éternel combat de retardement : on finasse sur les conditions de l'élection, on pinaille, on discute, on mégotte, mais on accepte le principe de l'élection au suffrage universel. Donc on dira *oui* à l'Europe américaine en proclamant son indéfectible fidélité à l'indépendance de l'Europe, comme on dit *oui* à la politique giscardienne au nom des principes gaullistes. Ce sont toujours les courtisans qui assassinent les rois, les ultras qui détruisent la monarchie, les professionnels du patriotisme qui livrent la patrie. Tant pis pour eux.

Reste le P.S. où la situation est peu claire malgré la décision du Comité directeur : comme il fallait s'y attendre celui-ci a choisi le *oui* à l'élection au suffrage universel.

Mais non sans de vifs débats internes que M. Mitterrand avait du mal à étouffer par ses déclarations filandreuses et ses éditoriaux embarrassés. Le texte adopté est d'ailleurs un compromis entre la majorité et la tendance de Pierre Joxe (comme si le sort d'une nation pouvait se prêter à ce genre d'arrangements !).

Joxe a insisté pour qu'on dénonce à l'avenir toute possibilité de « manipulation » de la question par Giscard. Mise en garde qui de toute évidence modifiera les clivages !

Enfin (et surtout) une large minorité du P.S. — C.E.R.E.S. et amis de Charles Hernu — demeure franchement hostile à l'Europe qui se dessine.

Et Giscard dans tout cela ? A-t-il déjà son plan, ou hésite-t-il comme d'habitude ? On parle d'un référendum. On murmure depuis longtemps qu'il se verrait bien premier « *Président des Etats-Unis d'Europe* ». On lui prête aussi l'intention de réaliser son vieux rêve : en posant la question de l'Europe, casser l'U.D.R. et le P.S. afin de gouverner au centre. A moins que cet inconstant ne chevauche déjà d'autres nuées.

L'essentiel est de commencer dès maintenant la nouvelle résistance. Comme celle qui poussa les Français contre l'Allemagne nazie, comme celle qui conduisit à l'échec de la Communauté européenne de défense, cette nouvelle résistance ne saurait réussir sans le concours de tous les patriotes quels que soient leurs engagements politiques et leurs opinions philosophiques.

C'est à cette condition que l'indépendance de la nation sera sauvée.

Bertrand RENOUVIN

l'avez-vous lu, l'avez-vous diffusé ?

philippe vimeux

le comte de paris ou la passion du présent

prix 26 f (franco 29 f)

ccp IPN 34 874 76 A La Source